

## UNE APPROCHE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

### Introduction

Le monde n'est durable qu'à une triple condition. Etre équitable : dire définitivement non à la pauvreté et aux inégalités. Etre vivable : vivre et non survivre. Etre viable : répondre aux besoins de tous les habitants de la planète sans compromettre les besoins des générations futures.

C'est à cette définition globale que se rattachent les 170 chefs d'état et de gouvernement présents au « premier sommet de la Terre » en 1992 à Rio de Janeiro. C'est un sentiment d'urgence qui a provoqué cette mobilisation exceptionnelle : l'épuisement des ressources, la multiplication des catastrophes, l'exclusion d'une partie de l'humanité... le mode de croissance qui a prévalu jusqu'alors, fondé sur le profit immédiat au profit d'une minorité, a conduit à cette impasse.

Le développement durable prône un développement réellement maîtrisé, capable de concilier les besoins des hommes et la préservation des équilibres écologiques, sociaux, économiques, y compris dans le long terme.

Le changement de cap préconisé à Rio qui induisait une rupture radicale dans la conception même de développement a-t-il eu lieu ? Les modes de production et de répartition des richesses ont-ils significativement évolué ?

Les nombreuses conventions internationales (sur la biodiversité en 92, sur les changements climatiques en 92 et le protocole de Kyoto en 97, de lutte contre la désertification en 94, pour la conservation des zones humides en 75, sur la conservation du patrimoine mondial en 72...pour le seul domaine de l'environnement) ont-elles infléchi la tendance ? Tour d'horizon...

### I) Le développement humain :

« La pauvreté est la plus grande source de pollution » Indira Gandhi. Peut-on envisager un avenir à notre planète quand la majorité de ses habitants est victime de la faim et de la répression ?

*La démographie* : En 2050, les pays en voie de développement représenteront plus de 85 % de la population mondiale, celle-ci s'accroît chaque année de 83 millions d'habitants dont 99% dans les pays les plus pauvres. L'enjeu de relations plus équitables entre le Nord et le Sud prend avec ces chiffres toute sa dimension. A noter que depuis le début des années 90, les transferts financiers des migrants dépassent le total de l'aide publique au développement. (BM, Onu)

### *Accès à l'eau* : **L'eau contaminée est le premier facteur de mortalité dans le monde :**

Un habitant sur cinq n'a pas accès à l'eau potable et plus d'un sur deux n'est pas raccordé à un système d'assainissement. 5 millions de personnes meurent de malaria ou de diarrhée par an. Moins de dix pays se partagent 60% des ressources en eau douce. 70% des ressources en eau sont dégradées ou polluées. L'eau quoique rare est gaspillée, polluée, surexploitée.

L'analyse dominante soutient que, sous l'effet de la pression démographique et de l'industrialisation, l'eau potable devient source de conflits en se raréfiant. La coalition pour un contrat mondial de l'eau (créée en 2002) avance que c'est plutôt la volonté de s'accaparer l'eau par l'appropriation privative ou par la force qui est la cause de ces conflits.

L'enjeu est avant tout local : en impliquant les populations dans la qualité de l'eau, on évite le développement d'une nouvelle vague de traitements technologiques...(Oms, Unesco, Unicef)

*Malnutrition* : 815 millions de personnes, dont 200 millions d'enfants, ont faim. L'apport calorique moyen dans le monde est 2720 kcal, le seuil minimum étant fixé par la Fao à 2350 kcal. Les principales causes de malnutrition sont la pauvreté, les guerres civiles et la sécheresse. (Fao). En achetant des produits alimentaires distribués selon les principes du commerce équitable (préachats pour garantir les filières, rémunérations des denrées au juste prix, suppression des chaînes d'intermédiaires), chaque consommateur peut aider les pays les plus démunis à conquérir leur autonomie alimentaire.

#### *Accès à la santé :*

82,6% du marché mondial des médicaments se partage entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon. Les laboratoires pharmaceutiques occidentaux ont abandonné les recherches sur la plupart des maladies tropicales mais continuent à puiser dans ces régions du monde riches en biodiversité, les ressources végétales et les savoirs des populations indigènes pour développer de nouvelles molécules. (la tuberculose tue plus en 2002 qu'en 1900) (BM, Msf, Oms)

#### *Accès à l'éducation :*

20% de la population mondiale de plus de 15 ans est analphabète. La maîtrise du langage et de l'écrit est pourtant une condition incontournable pour participer aux activités sociales et économiques et jouer son rôle de citoyen. L'analphabétisme reste le parent pauvre de la coopération internationale. (Oit, Unesco, Unicef) .

#### *Statut des femmes :*

Sur 185 hauts diplomates des Nations Unies, 7 sont des femmes, le recours à la contraception est inférieure à 20% en Afrique. En 1995, à Pékin, 100 pays réunis par la 4<sup>ème</sup> conférence internationale des femmes se sont engagés à renforcer le pouvoir socio-économique et politique des femmes, mais leur majorité reste encore exclue du savoir et du pouvoir. Nombre de femmes sont pourtant, quand la parole leur est acquise, des militantes opiniâtres du développement local, de la paix et de l'égalité.

#### *Liberté de la presse*

##### **Un tiers de la population mondiale vit dans des pays où la presse est réprimée.**

Le droit d'expression et la liberté de la presse sont des indicateurs de démocratie des régimes politiques. Comment exercer pleinement son rôle de citoyen, comment participer à la vie publique sans accès à l'information, sans droit de parole ?

En Russie, « elle doit servir les intérêts nationaux », à Cuba « conforme aux objectifs socialistes », en Chine, les journalistes sont « au service du peuple », au Nigéria ceux qui portent atteinte à la charia encourent des bastonnades, en Amérique Latine, des lois protègent les fonctionnaires auteurs de détournements de fonds publics et en Birmanie, la loi punit d'emprisonnement les « informations incorrectes ». (Reporters sans frontières).

#### *Mal-être social*

Le taux de suicide des hommes est trois fois supérieur à celui des femmes : la consommation d'alcool (Russie, états baltes), de substances toxiques (Chine, Sri Lanka) et l'accès aux armes à feu (Etats-Unis...) surtout dans les mégapoles, sont les facteurs dominants de ce phénomène. Les relations en face à face entre parents, amis, collègues ou avec les commerçants ont diminué de 10 à 20% en une décennie (Juan Alberto « Mal vivre dans une société de bien-être »). Le fléau de la violence, psychologique et physique, concerne toutes les régions du monde et engendre un développement du mal-être social : pauvreté, exclusion, déchéance psychologique, dépendances aux drogues et à l'alcool, discriminations raciales, sexuelles, maltraitances d'enfants...

Par ailleurs, la *pénurie environnementale* favorise la *violence civile* dans le monde : les pénuries de terres agricoles, d'eau douce et de forêts jouent un rôle causal dans la genèse de la violence. Or, la dégradation et l'épuisement de ressources renouvelables, une demande croissante pour ces ressources et leur distribution inégale risque de s'aggraver. Rien ne garantit que les sociétés sauront faire preuve de l'inventivité nécessaire pour s'adapter . (fossé d'inventivité : besoins en inventivité dépassent les capacités à les produire, dans certains cas, en certains lieux).

*Conflits :*

**La paix, le développement durable et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables.** Le secteur militaire est le premier producteur de déchets chimiques et nucléaires : les manœuvres consomment 10% des énergies fossiles , l'« agent orange » utilisé au Vietnam est actif trente ans plus tard...Les Etats-Unis produisent 37,2% (31,5 Mds dollars) du marché planétaire des armes, la Russie 19,8 et la France 11,5. Alors que 1,2 Md d'hommes vivent avec 1 dollar par jour, les Américains en dépensent 3 par jour et par habitant pour l'armement.

Très schématiquement, les ressources naturelles interviennent de deux façons dans le déclenchement des conflits :

- la raréfaction des ressources renouvelables (terres agricoles, pêcheries, eau et forêt) disponibles localement est un facteur de conflit pour les populations pauvres
- les revenus de l'exploitation des richesses naturelles sont de plus en plus un facteur d'affrontement.

## **II ) Environnement et risques :**

Les hommes et leurs industries surexploitent les ressources au risque de les épuiser, nous vivons dans un monde dégradé, nous multiplions les risques et compromettons les moyens de subsistance des générations futures. La planète est un monde fini, fragile, précieux.

*Catastrophes naturelles :*

Dans les années 90, le coût des catastrophes naturelles a été multiplié par dix. Entre 1991 et 2000, 700000 personnes, dont 83% en Asie, sont mortes à cause d'inondations, glissements de terrain, éruptions, tempêtes, cyclones, séismes, incendies. Les changements climatiques et les aménagements urbains ou routiers sont suspectés d'aggraver la violence de catastrophes qui ont toujours existé. Les concentrations urbaines en augmentent le nombre des victimes. Selon le Pnue, la moitié des populations du Sud vit dans des habitations sans permis de construire, y compris dans des zones menacées. Le développement anarchique des villes, la croissance démesurée des transports, la déforestation conduisent à ces dérèglements de la nature.(Cred, Pnue, Croix Rouge)

*Pollutions et catastrophes industrielles*

Les dégazages polluent dix fois plus que les marées noires. Emanations et explosions de gaz toxiques, marées noires, pollutions diffuses, il semble que les leçons du passé ne suffisent pas à enrayer pollutions et catastrophes industrielles : Bhopal 1984, Tchernobyl 1986, Guerre du Golfe (800000 tonnes de pétrole à la mer)

Les pollutions diffuses engendrées par les activités industrielles ont des impacts bien supérieurs aux accidents : les matières toxiques contaminent l'eau, l'air, les sols, menacent la santé par inhalation ou intoxication alimentaire de dioxydes de carbone, de pesticides, herbicides (les POP ont été récemment interdits par la communauté internationale). La société civile réclame une meilleure prévention des risques et une meilleure protection des

populations. Les plans de prévention des risques font partie des enjeux du développement local. (Croix Rouge, Cred, Ocde)

#### *Mers et océans :*

La surpêche compromet la pêche de demain. Les mers et les océans, les fleuves et les rivières, les lacs, les étangs, les marais et zones humides jouent un rôle essentiel dans le bon fonctionnement de la planète. La convention de Ramsar pour la protection des zones humides, adoptée en 1971 est aujourd'hui ratifiée par 131 pays.

Le Canada et l'U.E. ont signé récemment un accord qui renforce la gestion durable des ressources halieutiques du Nord Ouest de l'Atlantique.

La pollution par les hydrocarbures, le bétonnage des côtes, la surpêche, l'exploitation touristique sont aussi des enjeux locaux. (CE, Fao, Pnue, Wwri)

#### *Désertification :*

Un tiers des zones émergées dans le monde sont touchées par la désertification.. Elle se développe sur 3600 millions d'ha : recul des terres arables, perte de fertilité, aggravation de la pauvreté. Dans certaines régions tropicales, les villageois déboisent les terres pour agrandir les champs, les sols s'appauvrissent, les rendements baissent, on déboise à nouveau ce qui entraîne perte de la végétation et érosion des sols...Même effet du surpâturage. De nombreux acteurs plaident en faveur des synergies entre désertification, déforestation, recul de la biodiversité, changements climatiques et aussi par les conventions internationales créées pour les résoudre localement. (Onu)

#### *Forêts :*

Aujourd'hui, seulement 2% des forêts dans le monde sont certifiées (gestion durable des forêts). 10 millions d'hectares de forêts disparaissent par an. Pourtant, elles couvrent 30% de la superficie terrestre, sont vitales et abritent une grande partie de la diversité biologique tout en contribuant à stocker les émissions de CO2. Pour assurer la protection des forêts, il est vital de reconnaître et de valoriser les nombreux services qu'elles fournissent à la stabilité sociale et à la sécurité.

La certification et la gestion forestières garantissent localement des progrès qu'une réglementation internationale plus stricte du commerce du bois amplifierait.

#### *Biodiversité :*

Plus de 11000 espèces de plantes et d'animaux sont menacées d'extinction à court terme.

« Il faut agir sans tarder et avec détermination pour préserver les gènes, les espèces et les écosystèmes afin d'assurer la gestion et l'utilisation durable des ressources biologiques »

(chapitre 15 de l'Agenda 21 de Rio). 75% de l'alimentation végétale provient de 7 plantes : blé, riz, maïs, pomme de terre, orge, patate douce, manioc. La médecine occidentale tire 50% de ses produits de 119 principes actifs de plantes ou de la synthèse de ces substances. Le recul de la biodiversité provient de la dégradation ou de la disparition des milieux naturels : déforestation, agriculture et pêche intensives, extraction minière, assèchement. La disparition des habitats naturels, due à la transformation des forêts en pâturages ou en terres arables compromet la survie de 83% des mammifères et de 85% des oiseaux. Ce sont aussi les lieux de vie de populations condamnées à disparaître si leurs milieux sont dégradés et, avec elles, leurs cultures, leurs langues, leurs savoirs, leurs modes de vie. La concordance de plans locaux et internationaux apparaît comme l'enjeu majeur des années à venir. (Onu, Pnue, Wri)

### *Changements climatiques :*

Au cours du 21<sup>e</sup> siècle, la température pourrait augmenter de 2 à 6°C.

Les scientifiques estiment à 28 Milliards de tonnes les émissions de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, méthane, Cfc, oxydes d'azote) que nous rejetons dans l'atmosphère pour nos besoins de transport, de chauffage, de climatisation, d'agriculture, d'industrie. Ces émissions participent au réchauffement climatique. En 2001, au Maroc, 164 pays (mais pas les Etats-Unis qui produisent à eux seuls plus du tiers de ces gaz, 4 fois plus par habitant que la Chine qui arrive en second) se sont accordés sur les modalités d'application du protocole de Kyoto de réduction d'ici 2010 des émissions et préfigurent une organisation mondiale de l'environnement, base contractuelle des accords locaux à promouvoir.

### *Déchets :*

L'avenir du déchet, c'est sa disparition. Seuls 20%, des déchets produits font l'objet d'un traitement. Ils sont sources de nuisances telles la pollution de l'eau, de l'air, les odeurs, la dégradation des paysages naturels et urbains. Les décharges produisent des émanations de méthane, et, mal gérées, contaminent les sols et les nappes phréatiques. L'incinération peut avoir des effets néfastes (émissions de dioxines qui se fixent dans la chaîne alimentaire...). Des progrès ont été accomplis par l'information, le tri sélectif, la valorisation...Le bâtiment ou l'automobile sont parvenus à réglementer pour commencer à recycler, ce que l'industrie nucléaire n'a pas entrepris. La convention de Bâle appliquée en 1992 vise à contrôler la production et le transport des déchets toxiques (ratifiée par 135 pays et l'UE mais pas par les EU). (Oede, Onu, Pnue).

Le retraitement des déchets constitue un des plus grands casse-tête du développement local : coûts élevés, refus de voisinage des populations, réglementations renforcées, participation citoyenne...et le transport de ces déchets, nécessairement inclus dans le calcul de coût de l'élimination/traitement, constitue un élément stratégique de choix des modalités retenues localement.

### *Environnement urbain :*

**Plus de la moitié de la population des villes vivra en 2025 dans les pays en développement (25% en 1995), elle atteindra 5Mds de personnes, soit 6 humains sur 10.**

Certes les villes sont un creuset de développement économique, des échanges et des métissages, d'un certain rayonnement culturel mais elles sont aussi génératrices d'exclusion, d'inégalités, de rupture de solidarités et d'accumulation d'immondices, de congestion automobile, de pollution de l'air, d'insalubrité, de mal-être, d'insécurité.. Les municipalités et les populations ne sont pas préparées aux risques humains, sociaux et politiques engendrés par les concentrations urbaines.

L'accès des populations démunies aux besoins essentiels, la lutte contre la pauvreté, l'intégration sociale doivent s'appuyer sur le renforcement des pouvoirs locaux et les stratégies de développement durable en concertation permanente avec les habitants. (Cia, Oms, Onu).

### *Empreinte écologique :*

**Les impacts écologiques des activités humaines dépassent de 30% les capacités de la planète à se renouveler et à absorber les pollutions.**

L'évolution démographique, les technologies d'exploitation et de production, les émissions de gaz à effet de serre et les déchets générés par l'industrie, les transports, l'agriculture, la consommation ont des impacts sur l'environnement. Mesurer ces impacts est un exercice difficile. Le World Wildlife Fund (WWF) propose un indice : **l'empreinte écologique** fournit une estimation, par unité de surface et par habitant, de la pression des activités humaines sur les écosystèmes de la planète.

Six catégories d'activités sont ainsi mesurées : les infrastructures, la combustion d'agents fossiles, les zones de pêche productives, l'exploitation des forêts naturelles ou plantées, l'élevage du bétail et les cultures. (unité moyenne mondiale 2,85). (WWF).

### **III) Economie, dépendances et solidarité :**

La Terre : vaste terrain de jeu financier au profit d'une minorité ou capital naturel à partager équitablement ?

#### *Prélèvements d'eau :*

Un Américain prélève en moyenne 600 litres d'eau par jour, un Européen 250, un Africain 30 ( en Cisjordanie, un Palestinien 70, un Israélien 260). Moins de 10 pays se partagent 60% des gisements d'eau douce disponibles dans la nature : le Brésil (5670 km<sup>3</sup>/an), la Russie, la Chine, le Canada, l'Indonésie, les Etats-Unis, l'Inde, la Colombie et le Zaïre.

De nombreuses régions au climat aride sont touchées par le « stress hydrique » et dans certains pays méditerranéens du Sud, les ressources en eau renouvelables sont déjà presque entièrement consommées (Egypte, Israël, Jordanie, Libye, Malte). (Aquatat, Fao).

La pression sur l'eau est forte car sa consommation devrait augmenter de 40% d'ici 2020 et, en 2025, les 2/3 de la population mondiale vivra un stress hydrique (Pnue). La tension devrait se manifester dans les 261 bassins fluviaux qui traversent deux pays ou plus car la tentation de s'appropriier l'eau en amont d'un fleuve pour irriguer les terres ou produire de l'électricité devrait augmenter.

#### *Consommation et production énergétiques :*

**Sous réserve de modifier les politiques énergétiques, la demande mondiale d'énergie aura augmenté de 65% entre 1995 et 2020.** Ceci conduirait à une catastrophe sur le plan des changements climatiques et des pollutions. L'enjeu d'un développement durable consiste donc à maîtriser et à répartir plus équitablement les besoins. Les pays industrialisés doivent diminuer leur consommation pour permettre aux pays en développement d'accroître la leur. L'accès à l'énergie est en effet indispensable au développement économique, à la lutte contre la pauvreté, à la satisfaction des besoins élémentaires que sont l'alimentation, le chauffage, l'éclairage, l'accès à l'information.

La solution passe par des politiques ambitieuses d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelables mais aussi par l'application du principe pollueur-payeur et des campagnes d'information grand public. (Aie, BM, Ocde)

#### *Agriculture :*

**Avant 2025, il faudra augmenter de 40% la production de céréales pour répondre aux besoins alimentaires.** En 2020, la planète comptera 8 Mds d'habitants et 70% vivront dans les villes. Déjà, 2 Mds ne jouissent pas de la sécurité alimentaire, les pays à faible revenu ne produisent pas assez et n'ont pas les moyens d'importer. La quantité des sols est limitée et 65% des terres cultivables dans le monde sont dégradées (Pnu pour l'alimentation et l'agriculture 2000) ce qui crée une pression énorme sur les sols encore en bonne santé. Par ailleurs, l'utilisation intensive et incontrôlée d'engrais chimiques et de pesticides entraîne de graves problèmes de pollution de l'eau et des sols. L'association Torba Sols et Société (Montpellier) lance une dynamique pour identifier et comprendre comment prévenir, atténuer et gérer les conflits en relation avec l'utilisation des sols. L'agriculture se trouve dans une problématique qui doit trouver ses réponses localement : pays en développement disqualifiés sur le marché mondial par l'agriculture subventionnée des pays industrialisés, autonomie alimentaire, agriculture de proximité, sécurité alimentaire, protection du patrimoine vivant et de la diversité génétique, gestion des ressources, développement du maraîchage biologique et de l'agro-écologie.

### *Transports :*

La pollution automobile tue plus de personnes que les accidents de la route en Autriche, en France et en Suisse.

L'accès aux transports est un facteur d'autonomie et de développement tant personnel qu'économique. L'explosion du parc automobile provoque l'augmentation de la consommation d'énergie et des émissions toxiques pour la santé (Oms : 500000 morts par an et 4 à 5 millions de nouveaux cas de bronchite chronique) et l'environnement. L'Uitp, à l'issue d'une étude portant sur 200 indicateurs, met en évidence la nécessité de développer des politiques locales et nationales privilégiant les transports en commun jugés supérieurs au plan énergétique ou environnemental à l'automobile qui engloutit une part importante des budgets des consommateurs et des collectivités. (Aie, Oms, Pnue, Uitp).

### *Communication :*

L'accès à l'information, la liberté des échanges et des communications sont des moyens indispensables pour le renforcement de la société civile et sa participation à la vie politique. L'accès au réseau téléphonique s'est largement développé grâce à la téléphonie mobile (un habitant de la planète sur 6 en possède, les EU et le Canada réunissant plus de 65% des serveurs disponibles). Mais l'Afrique reste à l'écart notamment en ce qui concerne internet. La conférence d'Istanbul en 2002 a mis en évidence la « fracture numérique » qui accentuerait encore les inégalités dans l'accès au savoir, à l'éducation et à l'expression. Par exemple, le télétravail peut constituer une hypothèse intéressante de développement local durable. (Internet Software Consortium)

### *Inégalités et pauvreté :*

**1,2 milliard d'habitants vit avec moins d'un dollar par jour. 2,4 Mds avec moins de deux.**

La réduction des inégalités et du fossé entre pays riches et pauvres ne s'est pas amélioré entre Rio et Johannesburg (2002) : en 1971, 27 pays avaient un Pib/habitant inférieur à 900 dollars/an, aujourd'hui, il y en a 49 dont 34 en Afrique. A cause du sida et des guerres, l'espérance de vie a reculé de sept ans dans six pays. La pauvreté et l'endettement accélèrent la fuite des capitaux et 40% des ressources de l'Afrique fructifient ailleurs. En Inde, Chine et Indonésie la croissance a fortement accru les inégalités entre ruraux et urbains. Le marché seul est producteur d'inégalités et nécessite des régulations locales et des systèmes de solidarité internationale.

### *Dépendances :*

**Les pays pauvres sont prisonniers du piège de l'endettement.**

Les emprunts contractés auprès des banques privées et des institutions financières (Banque Mondiale, FMI) permettent aux pays de développer leurs projets. Le montant des remboursements de la dette dépasse largement les revenus disponibles dans 2/3 des pays moins avancés. Pour faire face aux arriérés, ils empruntent à nouveau, engloutissant leurs ressources essentielles pour la santé, l'éducation ou la lutte contre la pauvreté. La légitimité de cette dette est contestée et des Ong ou des mouvements tels Attac prônent la conversion de la dette en programmes de développement durable. La mise de solidarités entre territoires ou pays, riches et pauvres, est de nature à freiner la fuite des cerveaux ou le pillage des ressources locales et concrétiser le respect de l'aide publique au développement.

### *Corruption :*

Pots de vin pour décrocher des contrats d'armement ou s'arroger des contrats d'exploitation de pétrole, financements occultes de campagnes politiques, détournements de fonds publics, blanchiment d'argent avec la complicité d'établissements bancaires, paradis fiscaux : la

corruption fait des ravages au Nord comme au Sud. Certains réseaux comme le World Business Council for Sustainable Development réunissant une centaine de groupes mondiaux a inscrit la lutte contre la corruption comme un indicateur de développement durable. Certains fonds éthiques en ont fait autant. Les entreprises pétrolières, minières et gazières qui opèrent dans les pays en développement versent des sommes importantes aux gouvernements. Si ceux-ci imposent le secret sur ces transactions, cet argent atterrit chez les marchands d'armes ou dans la poche des dirigeants.

La liberté de la presse, les décisions d'achat des consommateurs, les choix d'investissement des actionnaires sont des leviers de plus en plus efficaces pour lutter contre « l'argent sale » (cf liste noire de 23 pays). (CE, OCDE, WBCSD)

*Education, santé, défense : quelles priorités ?*

Les dépenses publiques sont révélatrices de la volonté publique des pays de redistribuer les richesses, dans un objectif de solidarité envers les plus démunis.

**L'éducation est essentielle pour la réduction des inégalités et pour l'accès au développement et a des effets mesurables sur la santé et l'environnement. Elle favorise la participation des populations à l'exercice de la citoyenneté souvent gage de stabilité politique.**

Or, les dépenses militaires restent particulièrement élevées dans les pays en développement (Pakistan 45%, Arabie Saoudite 36%) au détriment de l'éducation et de la santé. Les EU arrivent en tête des dépenses de santé et au 22<sup>ème</sup> rang mondial pour la qualité des soins en raison des très fortes inégalités entre classes sociales ou états. (BM, Oms, Unesco)  
(A signaler que les armes légères tuent bien plus que les armes de destruction massive).

*Solidarités internationales :*

L'aide publique au développement et la contribution à l'Onu sont les deux principaux leviers de la solidarité internationale. C'est en 1970, après la décolonisation que l'Onu décida que les pays économiquement avancés devaient tendre vers l'objectif de transférer 0,7% de leur Pnb aux pays en développement. Les pays de l'Ocde y ont consacré en moyenne 0,22% en 2000 ! (Danemark 1,06%, les EU 0,10%). L'aide de la France a diminué de moitié de 1994 à aujourd'hui. (BM, Ocde, Onu)

*L'instabilité politique :*

En 1900, plus de la moitié de l'humanité vivait sous un régime colonial et aucun pays n'accordait le droit de vote à tous ses citoyens. Aujourd'hui, trois personnes sur quatre vivent en démocratie. Mais le pouvoir institutionnel et la légitimité des états restent faibles : de 1951 à 1999, 50 pays sont passés d'un régime autoritaire à un gouvernement démocratiquement élu mais dans le même temps des régimes autoritaires ont renversé 46 gouvernements démocratiquement élus.

#### **IV) Le développement durable : un contrat social planétaire et local :**

Quelques signaux indiquent des réactions locales et une amorce de mouvement international pour ralentir et tenter d'arrêter la course effrénée de l'humanité vers son autodestruction.

##### **1) le renforcement des contre-pouvoirs citoyens et des réseaux indépendants d'information et « d'expertise » :**

Les ONG et les associations jouent un rôle primordial dans la lutte contre la pauvreté, la corruption et les inégalités (ex. Amnesty International ou Droits Devant), dans l'information ou l'étude des atteintes à l'environnement. Ces contre-pouvoirs sont indispensables à l'information pour l'action. Elles ont pris conscience après Rio de la nécessité de la coordination des revendications et accroissent leur audience auprès du public et des médias à tel point que les dirigeants, politiques et économiques, ne peuvent plus les ignorer.

##### **2) le renforcement des autorités locales et leur proximité avec les enjeux sociaux, économiques, environnementaux :**

L'Agenda 21 de Rio incite les élus à concevoir, en concertation avec la population, des « programmes » d'action à l'échelle de la collectivité. Dix ans après Rio, c'est le niveau local qui a été le plus pertinent pour appliquer les conceptions du développement durable : nouveaux modes de décision et d'action, reposant à la fois sur l'évaluation des politiques, la consultation des citoyens, l'approche intégrée des enjeux sociaux, environnementaux et économiques. Cette philosophie de l'action relève-t-elle de l'utopie ? Sans doute, si l'on considère qu'en prenant en **compte le long terme, la responsabilité, la solidarité, la transparence et l'évaluation...**, elle va à contre-courant des valeurs usitées dans le monde politique et...dans la société. Pourtant, il y a bien un développement de ces initiatives, de ces engagements à essayer l'exercice du pouvoir en concertation. Ces démarches participatives sont révélatrices de la montée en puissance de la démocratie locale, en Asie et en Afrique où elle accompagne la décentralisation, en Amérique du Sud en mobilisant les citoyens sur les programmes de lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme ou la violence urbaine.

##### **3) le développement de la notation sociétale des entreprises et des investissements socialement responsables :**

Le Dow Jones Sustainability Group Indexes : après avoir enquêté chaque année plus de 2000 entreprises ayant une grosse capitalisation boursière et en sélectionnant 230 grâce à cet index, permet de mettre en évidence la notion d'investissement socialement responsable : par exemple, la prévention des risques et des pollutions, le respect des normes sociales, la non-discrimination, le refus de s'implanter dans des pays totalitaires. Les fonds éthiques pèsent aujourd'hui 3000 milliards de dollars.

##### **4) les signaux des milieux économiques :**

Certains dirigeants ont compris, par conviction ou par capacité d'anticipation de la demande socio-économique, que le respect des principes du développement durable était une condition de la pérennité de leurs activités et commencent à publier des rapports annuels de développement durable mettant en évidence l'impact de leurs entreprises sur l'eau, l'air, les sols, le climat, les accidents du travail, la lutte contre la corruption...

## **V) Les outils du développement durable :**

### **1) la mobilisation :**

de ceux qui sont habituellement exclus du débat local ou national, souvent d'ailleurs des catégories en difficultés, la mobilisation de ceux qui ont un point de vue connu contraire au consensus en construction, de ceux qui sont porteurs d'intérêts contradictoires, et aussi des consommateurs. Comment ? En construisant une modalité d'intervention qui définisse un message collectif de mobilisation, des critères de choix des personnes à associer et surtout qui renoue avec la réciprocité qui fonde l'échange.

### **2) le diagnostic partagé :**

quel est le capital naturel, écologique, industriel, culturel, social, patrimonial ? quels sont les potentiels financiers ? les atouts, les faiblesses, les contraintes, les menaces ? quels axes de progrès investir ? Comment ?

En inversant la manière de faire. Il y a un champ illimité de possibles si on considère que tout à chacun peut, à l'aide d'une formation courte, devenir acteur du diagnostic des questions qui le préoccupent le plus. C'est en enquêtant, par exemple, sur la provenance de nos aliments qu'on apprend à faire des diagnostics, à approfondir nos connaissances, à connaître notre territoire, à faire des rencontres et donc à retisser du lien social, à faire des synthèses et à faire des choix avec nos concitoyens.

### **3) un projet stratégique de développement :**

quelles sont les implications sociales, culturelles, environnementales, économiques de tel ou tel choix ? comment accorder nos valeurs ? quel est le but du projet collectif ? comment mettre en phase nos petits projets avec ce but collectif défini par nous ?

C'est sans doute tout l'enjeu de l'apprentissage de la concertation pour construire à la fois l'intérêt général en élaborant des intérêts communs convergents intégrant les intérêts particuliers même antagoniques. La formation d'acteurs locaux divers et mélangés à la prospective territoriale durable prend là tout son sens pour parvenir à cet enjeu souvent perçu comme irréalisable.

### **4) le vocabulaire partagé, l'écoute et l'évaluation :**

« quel sens tu donnes à durable, ah pas moi, qu'est-ce qu'on entend par économie solidaire, il y a eu des malentendus... ». Un certain nombre de mots-clés nécessite un partage du sens que les acteurs locaux leur donnent. Cet exercice est aussi une confrontation des valeurs, en même temps qu'il va garantir l'homogénéité du groupe-porteur. La concertation notamment avec des personnes de culture différente accentue l'importance accordée, dans les dynamiques de ce type, à l'écoute, à ce que d'autres ont appelé l'empathie, cette capacité à « souffrir avec », à ressentir la situation évoquée par l'autre pour la comprendre et aussi, en même temps, « à se mettre à sa place », c'est-à-dire de l'altérité qui fonde notre identité.

Avec des exercices appropriés, les acteurs peuvent acquérir aisément une capacité accrue à utiliser des termes partagés et à s'écouter, ils augmentent ainsi leur capacité à se comprendre et à tenir compte du point de vue de l'autre. Ils apprennent aussi à évaluer le développement durable, c'est-à-dire à définir ensemble les indicateurs progressifs de mesure de l'évolution de la situation/problème/projet qui les anime.

### **5) la conduite de réunion :**

Nous vivons une ère de complexité, d'interdépendances et d'incertitudes : complexité des systèmes écologiques, planétarisation de l'information, éclatement des sphères de pouvoirs et de savoirs, multiplication des risques... Ni le monde politique, ni le monde économique ne peuvent agir seuls. Longtemps perçue comme une nécessité, la réunion des divers porteurs

d'intérêts, est devenue maintenant un impératif. Il s'agit donc de pouvoir observer, concevoir et agir ensemble. La conduite de réunion devient un outil clé de cette évolution. Les citoyens confrontés à des risques technologiques, alimentaires, sanitaires, économiques et sociaux ne veulent plus être exclus des décisions qui engagent leur avenir et celui de leurs enfants. Le modèle dominateur qui a prévalu depuis quarante ans a produit des effets boomerang qui ne pourront être désamorcés qu'avec l'implication de toutes les composantes de la société. Il y va de notre capacité conceptuelle et méthodologique à pouvoir animer des lieux d'expression, donc de libre parole et des lieux de projets donc de concertation active.

Le développement durable conduit à un nouvel exercice du pouvoir, fondé sur la responsabilité et la reconnaissance de cultures, de savoirs et de modes d'intervention complémentaires. Il suppose des engagements concertés et de moyens ambitieux, associant les Etats, les forces vives et des institutions internationales dotées de pouvoirs d'arbitrage... Et surtout, il suppose l'implication de chacun au coeur de ses habitudes de consommation, au sein de sa communauté locale et en solidarité avec la planète.

Par Loïc Dutay, ADES